Burundi : l'opposition plutôt divisée après la réunion avec la CÉni

RFI, 31-01-2015 Est-ce la fin de la crise que traverse le Burundi depuis l'enrôlement des électeurs d'abus de nombreuses irrégularités ? Après avoir dit non pendant plusieurs semaines, la Commission électorale nationale indépendante (CÉni) a finalement accédé à la demande de l'opposition burundaise en organisant une évaluation du processus, jeudi et vendredi à Bujumbura, selon les conditions posées par l'opposition. Il y a eu des avancées comme la reconnaissance de la société civile, mais l'opposition en sort plutôt divisée. [Photo : Pierre Claver Ndayicariye, président de la CENI]

Cette fois, l'opposition burundaise a obtenu ce qu'elle demandait depuis longtemps. Pendant deux jours, elle a exprimé ses inquiétudes et montré les irrégularités constatées pendant l'enrôlement des électeurs au cours d'une réunion non plus par la CÉni, mais par deux personnalités indépendantes. Au final, pas de grands bouleversements comme le demandait l'opposition et la société civile du Burundi, mais de nombreuses mesures qui, mises bout à bout, devraient permettre de corriger le fichier électoral de ses nombreuses irrégularités. Il s'agit notamment de la réouverture partielle de l'enrôlement, des commissions mixtes pour surveiller cet enrôlement et la distribution des cartes nationales d'identité et la publication de la liste électorale sur le site web de la CÉni. Le Rassemblement national pour le changement, l'une des deux grandes coalitions de l'opposition burundaise qui regroupe une dizaine de partis, se dit satisfait, même s'il reste prudent. Jean Minani : « Si la CÉni suit toute ces recommandations sur lesquelles nous nous sommes entendus, il n'y a pas de raisons pour que les élections ne se fassent de manière transparente ». Le président de la CÉni lui cache pas sa joie. Pierre-Claver Ndayicariye explique la raison de ce qu'il considère comme un succès. « Qu'est-ce qui a changé ? Leur donner l'opportunité de s'exprimer, voilà la dimension psychologique qui a permis que les choses bougent dans un sens positif ». Mais reste à convaincre la dizaine de partis de l'opposition radicale burundaise regroupée au sein de l'ADC-Ikibiri. Son président, Léonce Ngendakumana, parle carrément d'une « réunification venue sceller l'arrêt du processus électoral burundais ».